

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1021

[C — 2009/33018]

19 JANUARI 2009. — Decreet houdende instemming met het Protocol nr. 7 bij het Verdrag ter Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, gedaan te Straatsburg op 22 november 1984 (1)

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
Enig artikel. Het Protocol nr. 7 bij het Verdrag ter Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, gedaan te Straatsburg op 22 november 1984, gewijzigd bij artikel 2, lid 7, van het protocol nr. 11, zal volkomen gevolg hebben.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.
 Eupen, 19 januari 2009.

Minister-President, Minister voor Lokale Overheden,
 K.-H. LAMBERTZ

Vice-Minister-President, Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme,
 B. GENTGES

Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
 O. PAASCH

Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport,
 Mevr. I. WEYKMANS

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Bescheiden van het Parlement : 142 (2008-2009) nr. 1 : Ontwerp van decreet.

Integraal verslag. — Discussie en aanneming. Zitting van 19 januari 2009.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1022

[2009/201171]

12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau relatif aux contrôles des systèmes d'épuration individuelle, à l'exemption et à la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques ou du coût-vérité à l'assainissement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, notamment les articles D.20, D.222, D.288, alinéa 1^{er}, D.317 et D.344;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 58;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, rendu le 24 janvier 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 30 janvier 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 décembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 septembre 2008 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les dispositions du Chapitre IX, Titre I^{er}, de la partie III, du Code de l'Eau sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Art. R. 304. § 1^{er}. Le contrôle des systèmes d'épuration individuelle porte sur les opérations suivantes :

1^o contrôle à l'installation réalisé après le raccordement du système d'épuration individuelle donnant lieu à la délivrance d'une attestation de contrôle dont le contenu et la forme sont fixés par le Ministre. Ce document comprend une déclaration à signer par l'installateur attestant que le système a été installé conformément aux prescriptions de mise en œuvre du fabricant ainsi qu'une déclaration à signer par l'exploitant attestant qu'il a pris connaissance des prescriptions reprises dans le guide d'exploitation fourni par le fabricant;

2^o contrôle au fonctionnement par la vérification du respect des modalités d'exploitation des systèmes d'épuration individuelle prévues aux arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Le contrôle est réalisé par une visite et une prise d'échantillon sur site si l'exploitant est en défaut de produire les justificatifs requis en exécution de ces arrêtés;

3^o enquêtes et vérifications destinées à s'assurer du fonctionnement du système d'épuration individuelle dans des conditions normales d'exploitation;

§ 2. Les contrôles visés au paragraphe 1^{er}, 2^o, sont effectués suivant une programmation déterminée par le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement et au moins une fois tous les quatre ans pour les installations d'épuration individuelle et une fois tous les deux ans pour les stations d'épuration individuelle.

Art. R. 305. § 1^{er}. Les opérations de contrôle visées à l'art. R. 304, § 1^{er}, 1^o, sont réalisées par l'organisme d'assainissement compétent en présence de l'installateur et de l'exploitant.

Tout exploitant d'un système d'épuration individuelle concerné par une opération de contrôle visée à l'article R. 304, § 1^{er}, 1^o, sollicite par courrier la visite de l'organisme d'assainissement compétent, en précisant la date à laquelle le raccordement a été réalisé.

Dans les huit jours, l'organisme d'assainissement compétent informe l'exploitant du système d'épuration individuelle de la date et de l'heure de la visite, et ce au moins cinq jours ouvrables avant celle-ci.

Lors de la visite de contrôle, l'exploitant présente à l'organisme d'assainissement compétent le plan descriptif du système d'épuration individuelle et de son installation ainsi qu'un reportage photographique permettant de visualiser les différents raccordements. Ces documents sont élaborés par l'installateur.

Si le système n'est pas agréé, l'exploitant présente également une attestation de conformité du système et de ses performances relativement aux modalités fixées dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Cette attestation de conformité, dont le contenu et la forme sont fixés par le Ministre, est délivrée par le fabricant.

Dans les quinze jours de la réalisation du contrôle, l'organisme d'assainissement compétent informe par écrit l'exploitant du résultat de celui-ci. En cas de résultat négatif, l'exploitant est tenu de formuler dans un délai de quatre mois une nouvelle demande de contrôle après la mise en conformité du système.

§ 2. Les opérations de contrôle visées à l'art. R. 304, § 1^{er}, 2^o et 3^o, sont réalisées par le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou tout organisme de droit public ou de droit privé, désigné par ce département, et présentant des références en matière d'organisation et de suivi des programmes des contrôles ou dont l'expérience et la connaissance des techniques épuratoires peut être démontrée.

L'exploitant du système d'épuration individuelle concerné par une opération de contrôle visée à l'art. R. 304, § 1^{er}, 2^o et 3^o, est informé par écrit de la date et de l'heure de la visite, et ce au moins cinq jours ouvrables avant celle-ci.

Dans les soixante jours de la réalisation du contrôle, le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement en communique les résultats à l'exploitant du système d'épuration individuelle.

Lorsque les résultats des analyses réalisées sur un échantillon prélevé ne sont pas conformes aux normes d'émission fixées dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'exploitant du système est invité à se mettre en ordre et à produire, dans les six mois prenant cours à la date du premier échantillonnage, la preuve de la mise en conformité aux normes au moyen d'une analyse conforme réalisée à ses frais par un laboratoire agréé en application de l'article D.147 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement en vue de réaliser des analyses officielles dans le domaine de la protection des eaux de surface contre la pollution, ainsi que dans celui de la protection et de l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables.

L'exploitant du système d'épuration individuelle informe le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement de la date et de l'heure du prélèvement, au minimum cinq jours ouvrables avant celui-ci afin qu'elle puisse déléguer un représentant si elle l'estime nécessaire.

Art. R. 306. Les frais correspondant aux opérations de contrôle visées à l'article R. 304, § 1^{er}, 1^o, sont supportés par l'installateur du système d'épuration individuelle.

Les frais correspondant aux opérations de contrôle visées à l'article R. 304, § 1^{er}, 2^o et 3^o, sont supportés par le budget de la Région wallonne.

Si une opération de contrôle visé à l'art. R. 304 § 1^{er}, 1^o n'a pu être menée à bien pour une raison imputable à la personne concernée par le contrôle, les frais de déplacement correspondant à la visite infructueuse sont portés à sa charge par l'organisme d'assainissement compétent chargé du contrôle.

Le montant des frais relatifs au contrôle visé à l'article R. 304, § 1^{er}, 1^o est fixé par le Ministre.

Art. R. 307. Sans préjudice des dispositions de l'article R. 305, § 1^{er}, les agents de l'administration pouvant justifier d'une compétence technique en matière d'épuration et désignés à cette fin par l'inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement sont également habilités à réaliser les opérations de contrôle visées à l'article R. 304, § 1^{er}, 1^o, sur demande de l'organisme d'assainissement compétent."

Art. 2. Les dispositions du Chapitre VII, Titre II, de la partie III, du Code de l'Eau sont remplacées par les dispositions suivantes :

CHAPITRE VII. — *Exemption ou restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques ou du CVA*

Art. R. 386. § 1^{er}. La personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui épure elle-même, dans un système d'épuration individuelle couvert par une déclaration ou un permis d'environnement, les eaux usées domestiques qu'elle produit, peut bénéficier de l'exemption de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques ou du CVA aux conditions suivantes :

1^o lorsque l'épuration des eaux usées domestiques est réalisée par un système agréé, ou par un système non agréé mis en service après la date d'entrée en vigueur des arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, la procédure d'exemption prévue à l'article R.388 est initialisée avec la transmission au Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement du formulaire visé à l'article R.387;

2^o lorsque l'épuration des eaux usées domestiques est réalisée par un système mis en place avant la date d'entrée en vigueur des arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, la procédure d'exemption prévue à l'article R.388 prend cours dès notification de la déclaration ou du permis d'environnement et pour autant qu'une analyse des eaux traitées réalisées par un laboratoire agréé en vue de réaliser des analyses officielles dans le domaine de la protection des eaux de surface contre la pollution, ainsi que dans celui de la protection et de l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables en application de l'article D.147 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, mette en évidence le respect des conditions de rejets fixées par ces mêmes arrêtés.

§ 2. La personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui épure elle-même, dans un système d'épuration individuelle couvert par une déclaration ou un permis d'environnement, les eaux usées domestiques qu'elle reçoit aux fins de traitement, peut bénéficier de la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques ou du CVA aux conditions visées au § 1^{er}.

Art. R. 387. La demande d'exemption ou de restitution est introduite auprès du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement au moyen d'un formulaire intégré dont le contenu et la forme sont fixés par le Ministre.

A ce formulaire sont joints :

a) une copie de la dernière facture ou du document d'ouverture de compteur émanant du distributeur d'eau destiné à identifier le(s) raccordement(s) concerné(s) si les eaux usées domestiques sont produites au départ d'eaux prélevées sur la distribution publique d'eau alimentaire;

b) une copie des factures relatives à la fourniture et aux travaux d'installation du système d'épuration individuelle;

c) le cas échéant, tout justificatif d'entretien ou de vidange du système d'épuration individuelle requis en vertu des arrêtés d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatifs au permis d'environnement, ainsi qu'une copie du contrat d'entretien;

d) si le système installé n'est pas agréé, un exemplaire de l'attestation de conformité établie par le fabricant du système d'épuration individuelle sur le modèle défini dans les arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. R. 388. § 1^{er}. Dans les quinze jours à dater de la réception de la demande, la Direction des Outils financiers du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement notifie au demandeur une attestation du caractère complet et recevable du dossier, ou invite le demandeur à compléter celui-ci.

§ 2. La Direction des Outils financiers du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement se prononce sur la demande dans les soixante jours à dater du jour de la notification visée au § 1^{er}. Toute demande de renseignements ou de documents complémentaires adressée au demandeur interrompt ce délai.

§ 3. Si les eaux usées domestiques sont produites au départ d'eaux prélevées à la distribution publique d'eau alimentaire, la Direction des Outils financiers du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement invite le distributeur public, dans le délai de trente jours à dater de la décision favorable, à ne plus percevoir le CVA sur les volumes prélevés au départ du (des) raccordement(s) concerné(s) et ce à partir de la période de facturation qui suit la date de cette décision.

Le demandeur à qui une décision favorable a été notifiée bénéficie de la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées ou du CVA perçu sur la facture de régularisation émise pendant l'instruction de la demande et porte uniquement sur la période pendant laquelle les eaux usées ont été traitées par le système d'épuration individuelle.

Si les eaux usées domestiques sont produites au départ d'eaux prélevées à la distribution publique d'eau alimentaire, la Direction des Outils financiers du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement invite le distributeur, dans le délai de trente jours à dater de la décision favorable, à restituer annuellement à la personne visée à l'article R. 386, § 2, le CVA perçu sur les volumes prélevés au départ des raccordements concernés.

Si les eaux usées domestiques sont produites au départ d'un captage d'eau privé, la notification de l'exemption se manifeste par la non perception du montant de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques dès l'année de taxation correspondant à la date de notification de la décision favorable.

Art. R. 389. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des sanctions prévues par ou en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est mis fin au bénéfice de l'exemption ou de la restitution de la taxe ou du CVA lorsqu'un contrôle a révélé un résultat non conforme aux normes d'émission et n'a pas été infirmé dans les six mois par une analyse réalisée aux frais de l'exploitant par un laboratoire agréé en vue de réaliser des analyses officielles dans le domaine de la protection des eaux de surface contre la pollution, ainsi que dans celui de la protection et de l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables en application de l'article D.147 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et attestant la conformité du prélèvement, ou lorsque le bénéficiaire de l'exemption ou de la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques ou du CVA est en défaut de fournir la preuve de l'entretien ou de la vidange du système d'épuration individuelle, requis en vertu des arrêtés d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatifs au permis d'environnement.

Si les eaux usées domestiques sont produites au départ d'eaux prélevées à la distribution publique d'eau alimentaire, le CVA est dû pour la totalité des mètres cubes faisant partie de la période de facturation en cours.

Si les eaux usées domestiques sont produites au départ d'un captage d'eau privé, la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques est due pour la totalité de l'année de taxation qui concerne l'exercice de consommation visé par le contrôle.

§ 2. Le demandeur à qui une levée d'exemption ou une décision défavorable de restitution a été notifiée à la suite d'un contrôle peut introduire une nouvelle demande en présentant les justificatifs d'intervention sur le système d'épuration individuelle et le résultat de l'analyse des eaux traitées, effectuée à ses frais par un laboratoire agréé en vue de réaliser des analyses officielles dans le domaine de la protection des eaux de surface contre la pollution, ainsi que dans celui de la protection et de l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables en application de l'article D.147 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, et attestant la conformité du prélèvement lorsque la levée d'exemption ou la décision défavorable de restitution est liée au non respect des conditions d'émission.

L'exemption ou la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques ou du CVA est accordée à partir de l'exercice de taxation ou l'exercice de facturation qui suit la date de notification par le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement au distributeur de la levée d'exemption ou de restitution.

Art. 3. A l'annexe V, 6^o tiret, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2008 fixant les conditions intégrales relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 fixant les conditions sectorielles relatives aux stations d'épuration individuelle et aux systèmes d'épuration individuelle installés en dérogation de l'obligation de raccordement à l'égout, après le terme "DCO", les termes "(facultative pour les unités d'épuration individuelle)" sont ajoutés.

A l'article 5, § 4, alinéa 2, des mêmes arrêtés, les termes "L'accès au volume de prétraitement, s'il est commun avec d'autres parties," sont remplacés par les termes : "Un orifice spécifique donne accès au volume de prétraitement et de stockage et".

A l'article 10, alinéa 1^{er}, des mêmes arrêtés, les termes "ou en raison de contraintes techniques rencontrées," sont insérés entre les termes "perméabilité" et "dans une voie artificielle".

Art 4. L'article R. 305, § 1^{er}, du Livre II du Code de l'Environnement, sub article 1^{er}, entre en vigueur trois mois après publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1022

[2009/201171]

12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, bezüglich der Kontrollen der individuellen Klärsysteme, der Befreiung und der Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser oder des tatsächlichen Kostenpreises für die Abwasserreinigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.20, D.222, D.288 Absatz 1, D.317 und D.344;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 58;

Aufgrund des am 24. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 30. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 11. Dezember 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 21. Dezember 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. September 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Bestimmungen von Kapitel IX, Titel I des Teils III des Wassergesetzbuches werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"Art. R. 304 - § 1. Die Kontrolle der individuellen Klärsysteme bezieht sich auf folgende Vorgänge:

1^o die Kontrolle bei der Installation nach dem Anschluss des individuellen Klärsystems, die zur Ausstellung einer Kontrollbescheinigung führt, deren Inhalt und Form vom Minister festgelegt werden. Dieses Dokument umfasst eine vom Installateur zu unterzeichnende Erklärung, in der bescheinigt wird, dass das System gemäß den Durchführungsvorschriften des Herstellers installiert worden ist, sowie eine vom Betreiber zu unterzeichnende Erklärung, in der bescheinigt wird, dass dieser die Vorschriften des vom Hersteller mitgelieferten Betriebshandbuchs zur Kenntnis genommen hat;

2^o die Kontrolle beim Betrieb, durch die Prüfung, dass die Betriebsmodalitäten der individuellen Klärsysteme, die in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehen sind, beachtet werden;

Wenn der Betreiber nicht in der Lage ist, die in Ausführung dieser Erlasse verlangten Belege vorzulegen, besteht die Kontrolle in einer Besichtigung und einer Probenahme vor Ort;

3^o Untersuchungen und Überprüfungen, die dazu bestimmt sind, sich der Betriebsfähigkeit des individuellen Klärsystems unter normalen Betriebsbedingungen zu vergewissern;

§ 2. Die in § 1, 2^o genannten Kontrollen werden gemäß einer von der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt festgelegten Planung durchgeführt, mindestens einmal alle vier Jahre für die individuellen Kläranlagen und einmal alle zwei Jahre für die individuellen Klärstationen.

Art. R. 305 - § 1. Die in Art. R. 304, § 1, 1^o genannten Kontrollvorgänge werden im Beisein des Installateurs und des Betreibers von der zuständigen Vereinigung für die Sanierung durchgeführt.

Jeder Betreiber eines individuellen Klärsystems, das von einem Kontrollvorgang im Sinne von Artikel R.304, § 1, 1^o, betroffen ist, beantragt brieflich die Besichtigung der zuständigen Vereinigung für die Sanierung unter Angabe des Datums, an dem der Anschluss durchgeführt wurde.

Binnen acht Tagen informiert die zuständige Vereinigung für die Sanierung den Betreiber des individuellen Klärsystems über den Tag und die Uhrzeit der Besichtigung, dies mindest fünf Werktage vor dieser Besichtigung.

Während der Kontrollbesichtigung unterbreitet der Betreiber der zuständigen Vereinigung für die Sanierung den Plan mit der Beschreibung des individuellen Klärsystems und seines Einbaus sowie eine Bildreportage zur Darstellung der verschiedenen Anschlüsse. Diese Dokumente werden vom Installateur erstellt.

Wenn das System nicht zugelassen ist, legt der Betreiber ebenfalls eine Konformitätsbescheinigung für das System und seine Leistungen vor, in Übereinstimmung mit den in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Bestimmungen. Diese Konformitätsbescheinigung, deren Inhalt und Form vom Minister festgelegt werden, wird vom Hersteller ausgestellt.

Binnen fünfzehn Tagen nach der Durchführung der Kontrolle informiert die zuständige Vereinigung für die Sanierung schriftlich den Betreiber über die Ergebnisse der Kontrolle. Im Falle eines negativen Ergebnisses ist der Betreiber verpflichtet, binnen vier Monaten einen neuen Antrag auf Kontrolle zu stellen, nachdem das System an die Vorgaben angepasst worden ist.

§ 2. Die in Art. R. 304, § 1, 2° und 3° erwähnten Kontrollvorgänge werden von der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, oder aber von jeder von dieser Abteilung bestimmten Einrichtung öffentlichen oder privaten Rechts, die Referenzen auf dem Gebiet der Organisation und Weiterverfolgung von Kontrollprogrammen vorweisen kann, oder deren Erfahrung und Kenntnis der Klärungstechnik nachgewiesen werden kann, durchgeführt.

Der Betreiber des individuellen Klärsystems, das von einem Kontrollvorgang im Sinne von Artikel R.304, § 1, 2° und 3° betroffen ist, wird schriftlich über den Tag und die Uhrzeit der Besichtigung informiert, dies mindestens fünf Werktage vor dieser Besichtigung.

Binnen sechzig Tagen nach der Durchführung der Kontrolle übermittelt die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt dem Betreiber des individuellen Klärsystems die Ergebnisse der Kontrolle.

Falls die Ergebnisse der an einer entnommenen Probe durchgeführten Analysen den in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Emissionsnormen nicht genügen, wird der Betreiber des Systems dazu aufgefordert, sich in Ordnung zu bringen und binnen sechs Monaten ab der ersten Probenahme den Nachweis dafür vorzulegen, dass das System nun den Normen genügt; dazu ist eine vorgabengemäß durchgeführte Analyse erforderlich, die der Betreiber auf seine Kosten von einem im Sinne von Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches für die Durchführung von amtlichen Analysen im Bereich des Schutzes der Oberflächengewässer vor Verunreinigung sowie des Schutzes und der Bewirtschaftung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser zugelassenen Labor vornehmen lässt.

Der Betreiber des individuellen Klärsystems informiert die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt über den Tag und die Uhrzeit der Probenahme mindestens 5 Werktage, bevor diese stattfindet, damit sie einen Beauftragten entsenden kann, falls sie es als erforderlich erachtet.

Art. R. 306 - Die Kosten für die Kontrollvorgänge im Sinne von Artikel R. 304, § 1, 1°, werden vom Installateur des individuellen Klärsystems getragen.

Die Kosten für die Kontrollvorgänge im Sinne von Artikel R. 304, § 1, 2° und 3°, gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

Wenn ein Kontrollvorgang nach Artikel R. 304 § 1, 1°, aus Gründen, die auf die von der Kontrolle betroffene Person zurückzuführen sind, nicht durchgeführt werden konnte, werden letzter von der mit der Kontrolle beauftragten zuständigen Vereinigung für die Sanierung die der erfolglosen Besichtigung entsprechenden Fahrtkosten angerechnet.

Die Höhe der Kosten für die in Artikel R.304, § 1, 1° erwähnte Kontrolle wird vom Minister bestimmt.

Art. R. 307 - Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels R.305 § 1, sind die Bediensteten der Verwaltung, die eine technische Fachkundigkeit in Sachen Klärung nachweisen können, und die zu diesem Zweck von der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt Generalinspektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasserwesen, bezeichnet werden, ebenfalls befugt, um die in Artikel R.304, § 1, 1°, erwähnten Kontrollvorgänge auf Antrag der zuständigen Vereinigung für die Sanierung durchzuführen."

Art. 2 - Die Bestimmungen von Kapitel VII, Titel II des Teils III des Wassergesetzbuches werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

*KAPITEL VII — Befreiung oder Rückzahlung der Abgabe für die Ableitung von Haushaltsabwasser
oder des tatsächlichen Kostenpreises für die Abwasserreinigung (TKAR)*

Art. R. 386 - § 1. Die natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, die selbst in einem durch eine Umwelterklärung oder -genehmigung gedeckten individuellen Klärsystem die Klärung des Haushaltsabwassers vornimmt, das sie erzeugt, kann unter folgenden Bedingungen die Befreiung von der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser oder von dem tatsächlichen Kostenpreis für die Abwasserreinigung (TKAR) beanspruchen:

1° wenn die Klärung des Haushaltsabwassers mittels eines zugelassenen Systems, oder aber mittels eines nicht zugelassenen Systems, nach dem Datum des Inkrafttretens der Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung in Betrieb genommen worden ist, erfolgt, wird das in Artikel R.388 erwähnte Befreiungsverfahren mit der Übermittlung an die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des in Artikel R. 387 erwähnten Einheitsformulars eingeleitet;

2° wenn die Klärung des Haushaltsabwassers mittels eines Systems erfolgt, das vor dem Datum des Inkrafttretens der Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März über die Umweltgenehmigung eingerichtet worden ist, läuft das in Artikel R.388 erwähnte Befreiungsverfahren ab der Zustellung der Umwelterklärung oder -genehmigung und dies unter der Voraussetzung, dass eine Analyse des geklärten Abwassers die Einhaltung der Ableitungsbedingungen gemäß diesen Erlassen hervorhebt, wobei diese Analysen von einem im Sinne von Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches für die Durchführung von amtlichen Analysen im Bereich des Schutzes der Oberflächengewässer vor Verunreinigung sowie des Schutzes und der Bewirtschaftung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser zugelassenen Labor vorgenommen werden müssen.

§ 2. Die natürliche oder juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts, die selbst in einem durch eine Umwelterklärung oder -genehmigung gedeckten individuellen Klärsystem die Klärung des Haushaltsabwassers vornimmt, das sie zwecks der Behandlung entgegennimmt, kann unter den in § 1 angeführten Bedingungen die Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser oder des tatsächlichen Kostenpreis für die Abwasserreinigung (TKAR) beanspruchen.

Art. R. 387 - Der Antrag auf Befreiung oder Rückerstattung wird bei der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eingereicht, unter Verwendung des integrierten Formulars, dessen Inhalt und Form vom Minister bestimmt werden.

Diesem Formular werden folgende Unterlagen beigelegt:

a) eine Kopie der letzten Rechnung oder des Dokuments bezüglich der Zähleröffnung, die/das vom Wasserversorger stammt, und dazu bestimmt ist, den oder die entsprechenden Anschlüsse zu identifizieren, wenn das Haushaltsabwasser ab Wasser erzeugt wird, das dem öffentlichen Netz der Trinkwasserversorgungsgesellschaft entnommen wird;

b) eine Kopie der Rechnungen betreffend die Lieferung und die Installationsarbeiten des individuellen Klärsystems;

c) gegebenenfalls alle Belege betreffend die Wartung oder Entleerung des individuellen Klärsystems, die kraft der Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erfordert werden, sowie eine Kopie des Wartungsvertrags;

d) wenn das installierte System nicht zugelassen ist, ein Exemplar der Konformitätsbescheinigung, die nach dem in den Erlassen zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung festgelegten Muster von dem Hersteller des individuellen Klärsystems ausgestellt wird.

Art. R. 388 - § 1. Binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags stellt die Direktion der Finanzinstrumente der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt dem Antragsteller eine Bescheinigung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit der Akte zu, oder fordert ihn auf, die Akte zu ergänzen.

§ 2. Die Direktion der Finanzinstrumente der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt befindet über den Antrag binnen sechzig Tagen ab dem Tag der in § 1 genannten Zustellung. An den Antragsteller gerichtete Anfragen um weitere Auskünfte oder ergänzende Dokumente unterbrechen diese Frist.

§ 3. Wenn das Haushaltsabwasser ab Wasser erzeugt wird, das dem öffentlichen Netz der Trinkwasserversorgungsgesellschaft entnommen wird, fordert die Direktion der Finanzinstrumente der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt die öffentliche Wasserversorgungsgesellschaft binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem positiven Beschluss auf, den TKAR nicht mehr für diejenigen Wasservolumen zu beziehen, die ab dem oder den betroffenen Anschlüssen entnommen werden, und dies ab dem Fakturierungszeitraum, der auf das Datum dieses Beschlusses folgt.

Der Antragsteller, dem ein positiver Beschluss zugestellt worden ist, hat Anspruch auf die Rückerstattung der Abgabe für die Ableitung von Abwasser oder des TKAR, der auf Grundlage der während der Untersuchung des Antrags ausgestellten Regularisierungsrechnung bezogen wurde, und nur den Zeitraum betrifft, während dessen das Abwasser in dem individuellen Klärsystem behandelt worden ist.

Wenn das Haushaltsabwasser ab Wasser erzeugt wird, das dem öffentlichen Netz der Trinkwasserversorgungsgesellschaft entnommen wird, fordert die Direktion der Finanzinstrumente der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt den Wasserversorger binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem positiven Beschluss auf, der in Artikel R.386 § 2 erwähnten Person den für die ab den betroffenen Anschlüssen entnommenen Volumen bezogenen TKAR jährlich zurückzuerstatten.

Wenn das Haushaltsabwasser ab einer privaten Wassergewinnung erzeugt wird, erfolgt die Mitteilung der Befreiung dadurch, dass der Betrag der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser ab dem Veranlagungsjahr, das dem Datum der Mitteilung des positiven Beschlusses entspricht, nicht bezogen wird.

Art. R. 389 - § 1. Unbeschadet der Anwendung der kraft oder in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Strafen wird dem Anspruch auf die Befreiung oder Rückerstattung der Abgabe oder des TKAR ein Ende gesetzt, wenn eine Kontrolle ein Ergebnis offen legt, das nicht mit den Emissionsnormen übereinstimmt und nicht innerhalb von sechs Monaten durch eine Analyse widerlegt wurde, die zu Lasten des Betreibers von einem Labor durchgeführt worden ist, das im Sinne von Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches für die Durchführung von amtlichen Analysen im Bereich des Schutzes der Oberflächengewässer vor Verunreinigung sowie des Schutzes und der Bewirtschaftung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser zugelassen ist, und die die Konformität der Probenahme bestätigt, oder wenn die Person, die die Befreiung oder Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser oder des TKAR beansprucht, nicht beweisen kann, dass das individuelle Klärsystem kraft der Vorschriften der Erlasse zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung gewartet und entleert worden ist.

Wenn das Haushaltsabwasser ab Wasser erzeugt wird, das dem öffentlichen Netz der Trinkwasserversorgungsgesellschaft entnommen wird, ist der TKAR für die gesamten Kubikmeter geschuldet, die zu der laufenden Fakturierungsperiode gehören.

Wenn das Haushaltsabwasser ab einer privaten Wassergewinnung erzeugt wird, ist die Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser für das gesamte Veranlagungsjahr geschuldet, das das Verbrauchsjahr betrifft, auf das sich die Kontrolle bezieht.

§ 2. Der Antragsteller, dem eine Aufhebung der Befreiung oder ein negativer Beschluss betreffend die Rückerstattung anschließend an eine Kontrolle zugestellt worden ist, kann einen neuen Antrag einreichen, in dem er die Belege für die Arbeiten an dem individuellen Klärsystem und das Ergebnis der Analyse des behandelten Abwassers vorlegt, wobei diese Analyse zu seinen Lasten von einem Labor durchgeführt worden ist, das im Sinne von Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches für die Durchführung von amtlichen Analysen im Bereich des Schutzes der Oberflächengewässer vor Verunreinigung sowie des Schutzes und der Bewirtschaftung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser zugelassen ist; dabei muss die Analyse die Konformität der Probenahme bestätigen, wenn die Aufhebung der Befreiung oder der negative Beschluss über die Rückerstattung mit der Nichteinhaltung der Emissionsbedingungen verbunden ist.

Die Befreiung oder die Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser oder von dem TKAR wird ab dem Veranlagungsjahr oder dem Fakturierungsjahr nach dem Datum der Mitteilung an den Wasserversorger der Aufhebung der Befreiung oder Rückerstattung durch die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt gewährt.

Art. 3 - In der Anlage V, 6. Strich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2008 zur Festlegung der integralen Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 2008 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen für die individuellen Klärstationen und individuellen Klärsysteme, die in Abweichung von der Verpflichtung zum Anschluss an die Kanalisation installiert sind, wird nach dem Wortlaut "(CSB)" der Wortlaut "(nicht zwingend für die individuellen Kläreinheiten)" hinzugefügt.

In Artikel 5, § 4, Absatz 2 derselben Erlasse wird der Wortlaut "Der Zugang zum Vorbehandlungsvolumen, sofern er mit anderen Teilen gemeinsam ist," durch folgenden Wortlaut ersetzt: "Eine spezifische Öffnung ermöglicht den Zugang zum Vorbehandlungs- und Lagerungsvolumen und".

In Artikel 10 Absatz 1 derselben Erlasse wird nach dem Wortlaut "eines Durchlässigkeitstests" der Wortlaut "oder wegen der antgetroffenen technischen Einschränkungen" eingefügt.

Art. 4 - Artikel R. 305, § 1, des Buches II des Umweltgesetzbuches, sub Artikel 1, tritt drei Monate nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 5 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1022

[2009/201171]

12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, betreffende de controles op de individuele zuiveringssystemen, de vrijstelling en de terugbetaling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater of de reële kostprijs bij de sanering

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.20, D.222, D.288, eerste lid, D.317 en D.344;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 58;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Adviescommissie inzake het Water), gegeven op 24 januari 2007;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 30 januari 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 2006;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 december 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 september 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De bepalingen van Hoofdstuk IX, Titel I, van deel III van het Waterwetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

"Art. R. 304. § 1. De controle op de individuele zuiveringssystemen wordt gevoerd als volgt :

1° controle bij de installatie na aansluiting van het individuele zuiveringssysteem, die aanleiding geeft tot de afgifte van een controle-attest waarvan de inhoud en de vorm door de Minister bepaald worden. Dat document bevat een door de installateur te tekenen verklaring waaruit blijkt dat het systeem geïnstalleerd werd overeenkomstig de uitvoeringsvoorschriften van de fabricant, alsook een door de exploitant te tekenen verklaring waaruit blijkt dat hij kennis genomen heeft van de voorschriften die vastliggen in de door de fabricant verschaft exploitatiehandleiding;

2° controle bij de werking op de naleving van de modaliteiten inzake exploitatie van de individuele zuiveringssystemen bepaald bij de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

De controle bestaat in een bezoek van de locatie en in een monsterneming in situ wanneer de exploitant de krachtens die besluiten vereiste stukken niet kan overleggen;

3° onderzoeken en verificaties om zich te vergewissen van de werking van het individuele zuiveringssysteem in normale exploitatieomstandigheden.

§ 2. De controles bedoeld in paragraaf 1, 2°, worden gevoerd op grond van een programmering bepaald door het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, minstens één keer om de vier jaar voor de individuele zuiveringsinstallaties en één keer om de twee jaar voor de individuele zuiveringsstations.

Art. R. 305. § 1. De controlehandelingen bedoeld in art. R. 304, § 1, 1°, worden door het bevoegde saneringsorgaan uitgevoerd in aanwezigheid van de installateur en de exploitant.

Elke exploitant van een individueel zuiveringssysteem die betrokken is bij een controlehandeling bedoeld in artikel R.304, § 1, 1°, verzoekt in een schrijven om het controlebezoek van het bevoegde saneringsorgaan en vermeldt daarin de datum waarop de aansluiting is uitgevoerd.

Het bevoegde saneringsorgaan geeft de exploitant van het individuele zuiveringssysteem binnen acht dagen en minstens vijf werkdagen op voorhand kennis van de datum en van het uur van het controlebezoek.

Tijdens het controlebezoek bezorgt de exploitant het bevoegde saneringsorgaan een beschrijvend plan van het individuele zuiveringssysteem en van zijn installatie, alsook een fotografische reportage op grond waarvan de verschillende aansluitingen gevisualiseerd kunnen worden. Die documenten worden door de installateur uitgewerkt.

Indien het systeem niet erkend is, verstrekt de exploitant ook een attest van conformiteit van het systeem en van de prestaties ervan m.b.t. de modaliteiten die vastliggen in de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. Dat conformiteitsattest, waarvan de inhoud en de vorm door de Minister worden bepaald, wordt door de fabricant afgegeven.

Het bevoegde saneringsorgaan geeft de exploitant binnen vijftien dagen na de controle schriftelijk kennis van het resultaat ervan. Indien het resultaat negatief is, moet de exploitant binnen een termijn van vier maanden om een nieuwe controle verzoeken nadat hij het systeem conform gemaakt heeft.

§ 2. De controlehandelingen bedoeld in art. R. 304, § 1, 2° en 3°, worden door het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu uitgevoerd of door elk privé- of publiekrechtelijk orgaan dat door dat departement aangewezen wordt en dat referenties kan overleggen inzake de organisatie en de opvolging van de controleprogramma's of waarvan de ervaring en de wetenschap inzake de zuiveringstechnieken bewezen kunnen worden.

De exploitant van het individuele zuiveringssysteem die betrokken is bij een controlehandeling bedoeld in art. R. 304, § 1, 2° en 3°, wordt minstens vijf werkdagen op voorhand schriftelijk ingelicht over de datum en het uur van het bezoek.

Het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu geeft de exploitant van het individuele zuiveringssysteem binnen zestig dagen na de controle kennis van de resultaten ervan.

Wanneer de resultaten van de analyses van een monster niet voldoen aan de emissienormen die vastliggen in de besluiten genomen ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt de exploitant van het systeem erom verzocht orde op zaken te stellen en binnen zes maanden, te rekenen van de datum van de eerste monsterneming, het bewijs te leveren dat de resultaten aan de normen voldoen na een gelijkvormige analyse die voor zijn rekening is uitgevoerd door een laboratorium erkend overeenkomstig artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek om officiële analyses uit te voeren inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, alsook inzake de bescherming en de exploitatie van het grondwater en van het tot drinkwater verwerkbaar water.

De exploitant van het individuele zuiveringssysteem geeft het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu minstens vijf werkdagen op voorhand kennis van de datum en van het uur van de monsterneming zodat het een vertegenwoordiger kan afvaardigen indien het zulks nodig acht.

Art. R. 306. De kosten i.v.m. de controlehandelingen bedoeld in artikel R. 304, § 1, 1°, worden gedragen door de installateur van het individuele zuiveringssysteem.

De kosten i.v.m. de controlehandelingen bedoeld in artikel R. 304, § 1, 2° en 3, worden gedragen door de begroting van het Waalse Gewest.

Indien een controlehandeling bedoeld in art. R. 304 § 1, 1°, niet tot een goed einde gebracht kan worden om een reden die toe te schrijven is aan de bij de controle betrokken persoon, worden de verplaatsingskosten i.v.m. het vergeefse bezoek hem aangerekend door het bevoegde saneringsorgaan dat met de controle belast is.

Het bedrag van de kosten i.v.m. de controle bedoeld in artikel R. 304, § 1, 1°, wordt door de Minister vastgelegd.

Art. R. 307. Onverminderd de bepalingen van artikel R. 305, § 1, worden de personeelsleden van de administratie die het bewijs kunnen leveren van een technische vaardigheid inzake zuivering en die daartoe aangewezen zijn door de inspecteur-generaal van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu op verzoek van het bevoegde saneringsorgaan eveneens gemachtigd tot de uitvoering van de controlehandelingen bedoeld in artikel R. 304, § 1, 1°.

Art. 2. De bepalingen van Hoofdstuk VII, Titel II, van deel III van het Waterwetboek worden vervangen door de volgende bepalingen :

HOOFDSTUK VII. — Vrijstelling en terugbetaling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater of reële kostprijs bij de sanering

Art. R. 386. § 1. De privé- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die zijn huishoudelijk afvalwater zelf zuivert in een individueel zuiveringssysteem dat gedekt is door een aangifte of een milieuvergunning, kan de vrijstelling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater of de reële kostprijs genieten onder de volgende voorwaarden :

1° wanneer het huishoudelijk afvalwater gezuiverd wordt door een erkend systeem of door een niet-erkend systeem dat in bedrijf is gesteld na de datum van inwerkingtreding van de besluiten tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt de bij artikel R.388 bepaalde vrijstellingsprocedure opgestart wanneer het in artikel R.387 bedoelde formulier wordt overgemaakt aan het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

2° wanneer het huishoudelijk afvalwater gezuiverd wordt door een erkend systeem dat is ingevoerd vóór de datum van inwerkingtreding van de besluiten tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt de bij artikel R.388 bepaalde vrijstellingsprocedure opgestart op de datum van kennisgeving van de aangifte of van de milieuvergunning en voor zover de naleving van de bij dezelfde besluiten bepaalde lozingsvoorwaarden is vastgesteld op grond van een analyse van het behandelde water door een laboratorium erkend overeenkomstig artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek om officiële analyses uit te voeren inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, alsook inzake de bescherming en de exploitatie van het grondwater en van het tot drinkwater verwerkbaar water.

§ 2. De privé- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die het huishoudelijk afvalwater dat het in ontvangst neemt zelf zuivert in een individueel zuiveringssysteem dat gedekt is door een aangifte of een milieuvergunning, kan de terugbetaling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater of de reële kostprijs bij de sanering genieten onder de voorwaarden bedoeld in § 1.

Art. R. 387. De vrijstelling of de terugbetaling wordt bij het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu aangevraagd d.m.v. een geïntegreerd formulier waarvan de inhoud en de vorm door de Minister bepaald worden.

Dat formulier gaat vergezeld van :

a) een afschrift van de laatste factuur of van het document betreffende de opening van de meter dat uitgaat van de waterverdelers en dat dient om betrokken aansluiting(en) te identificeren indien het huishoudelijk afvalwater geproduceerd wordt vanaf water dat van de openbare distributie van voedingswater opgenomen wordt;

b) een afschrift van de facturen betreffende de levering en werken i.v.m. de installatie van het individuele zuiveringssysteem;

c) desgevallend, elk bewijsstuk betreffende het onderhoud of de lediging van het individuele zuiveringssysteem vereist krachtens de besluiten tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, alsook een afschrift van het onderhoudscontract;

d) indien het geïnstalleerde systeem niet erkend is, één exemplaar van het conformiteitsattest opgemaakt door de fabricant van het individuele zuiveringssysteem naar het model dat vastligt in de besluiten tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Art. R. 388. § 1. Binnen vijftien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag, bezorgt de Directie Financiële Middelen van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de aanvrager een attest waaruit blijkt dat het dossier volledig en ontvankelijk is of verzoekt ze hem erom het dossier aan te vullen.

§ 2. De Directie Financiële Middelen van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu doet uitspraak over de aanvraag binnen zestig dagen, te rekenen van de datum van de kennisgeving bedoeld in § 1. Elk aan de aanvrager gericht verzoek om aanvullende gegevens of stukken onderbreekt die termijn.

§ 3. Indien het huishoudelijk afvalwater geproduceerd wordt vanaf water dat van de openbare distributie van voedingswater opgenomen wordt, verzoekt de Directie Financiële Middelen van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de openbare verdeler binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van de gunstige beslissing, erom niet langer de reële kostprijs bij de sanering te innen op de volumes opgenomen vanaf de betrokken aansluiting(en). Dit geldt vanaf de factureringperiode die volgt op de datum van die beslissing.

De aanvrager aan wie kennis van een gunstige beslissing werd gegeven, geniet de terugbetaling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater of van de reële kostprijs bij de sanering die geïnd werd op de regulariseringsfactuur uitgegeven tijdens het onderzoek van de aanvraag en slaat enkel op de periode in de loop waarvan het huishoudelijk afvalwater door het individuele zuiveringssysteem behandeld werd.

Indien het huishoudelijk afvalwater geproduceerd wordt vanaf water dat van de openbare distributie van voedingswater opgenomen wordt, verzoekt de Directie Financiële Middelen van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de verdeler binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van de gunstige beslissing, erom de reële kostprijs bij de sanering op de volumes opgenomen vanaf de betrokken aansluiting(en) jaarlijks terug te betalen aan de persoon bedoeld in artikel R. 386, § 2.

Indien het huishoudelijk afvalwater geproduceerd wordt vanaf een private waterwinning, wordt kennis van de vrijstelling gegeven door het niet innen van het bedrag van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater vanaf het belastingsjaar dat overeenstemt met de datum van kennisgeving van de gunstige beslissing.

Art. R. 389. § 1. Onverminderd de toepassing van de straffen bepaald bij of ter uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt een einde gemaakt aan het voordeel van de vrijstelling of terugbetaling van de belasting of van de reële kostprijs bij de sanering wanneer een controle een resultaat geeft dat niet voldoet aan de emissienormen en binnen zes maanden niet nietig verklaard wordt door een analyse die op kosten van de exploitant uitgevoerd werd door een laboratorium erkend om overeenkomstig artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek om officiële analyses uit te voeren inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, alsook inzake de bescherming en de exploitatie van het grondwater en van het tot drinkwater verwerkbaar water en waaruit blijkt dat de monsterneming conform is, of wanneer de begunstigde van de vrijstelling of de terugbetaling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater of van de reële kostprijs bij de sanering nalaat het bewijs te leveren van het onderhoud of van de lediging van het individuele zuiveringssysteem, vereist krachtens de besluiten tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Indien het huishoudelijk afvalwater geproduceerd wordt vanaf water dat van de openbare distributie van voedingswater opgenomen wordt, is de reële kostprijs bij de sanering verschuldigd voor het geheel van de kubieke meters die deel uitmaken van de lopende factureringperiode.

Indien het huishoudelijk afvalwater geproduceerd wordt vanaf een private waterwinning is de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater verschuldigd voor het geheel van het belastingsjaar dat betrekking heeft op het verbruiksjaar dat het voorwerp van de controle uitmaakt.

§ 2. De aanvrager aan wie ingevolge een controle kennis gegeven werd van een opschorting van vrijstelling of van een ongunstige beslissing tot terugbetaling kan een nieuwe aanvraag indienen door de overlegging van de bewijsstukken i.v.m. de interventie op het individuele zuiveringssysteem en het resultaat van de analyse van het behandelde water, uitgevoerd op zijn kosten door een laboratorium erkend om overeenkomstig artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek om officiële analyses uit te voeren inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, alsook inzake de bescherming en de exploitatie van het grondwater en van het tot drinkwater verwerkbaar water en waaruit blijkt dat de monsterneming conform is wanneer de opschorting van vrijstelling of de ongunstige beslissing inzake terugbetaling in verband staat met de niet naleving van de emissievoorwaarden.

De vrijstelling of de terugbetaling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater of van de reële kostprijs bij de sanering wordt toegestaan vanaf het belastings- of factureringjaar dat volgt op de datum waarop het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de verdeler kennis geeft van de opschorting van de vrijstelling of terugbetaling.

Art. 3. In bijlage V, zesde streepje, bij het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2008 tot vastlegging van de integrale voorwaarden voor de individuele zuiveringseenheden en -installaties en van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2008 tot vastlegging van de sectorale voorwaarden betreffende de individuele zuiveringsstations en de individuele saneringssystemen die geïnstalleerd worden in afwijking van de verplichting tot aansluiting op de riolering worden na het woord "DCO" de woorden "(facultatief voor de individuele zuiveringseenheden)" toegevoegd.

In artikel 5, § 4, tweede lid, van dezelfde besluiten worden de woorden "De toegang tot het voorbehandelingsvolume indien het met andere delen gemeenschappelijk is" vervangen door de woorden "Een specifieke opening geeft toegang tot het voorbehandelings- en opslagvolume en".

In artikel 10, eerste lid, van dezelfde besluiten worden de woorden "of wegens tegengekomen technische verplichtingen" tussen de woorden "doordringbaarheid" en "in een kunstmatige weg" ingevoegd.

Art. 4. Artikel R 305, § 1, van Boek II van het Milieuwetboek, sub artikel 1, treedt in werking drie maanden na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN